

Table des matières

Avant-propos	3
Table des abréviations	5
Partie 1 : Les fondements du procès pénal	9
<i>Titre 1 : Les textes du droit pénal de forme</i>	<i>10</i>
Chapitre 1. Les textes nationaux	10
Section 1. La loi	10
§ 1. Le monopole de la loi	10
A. La loi codifiée	10
a) Le Code de procédure pénale	10
1 – Le Livre 1 ^{er} du Code de procédure pénale (articles 11 à 230-45 C.P.P.)	14
2 – Le Livre II du Code de procédure pénale (articles 231 à 566 C.P.P.)	16
3 – Le Livre III du Code de procédure pénale (articles 567 à 626-1 C.P.P.)	18
4 – Le Livre V du Code de procédure pénale (articles 707 à 803-7 C.P.P.)	18
b) Les autres codes	20
1 – Le Code des douanes	20
2 – Le Code de justice militaire	20
B. La loi non codifiée	22
a) La loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse	22
b) L'ordonnance n° 74-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante	22
§ 2. L'exclusion partielle du règlement	24
A. Les formes de règlement	24
a) Les règlements autonomes	24
b) Les règlements d'application	26
B. Les domaines d'intervention des règlements d'application	26
a) La partie « Décrets en Conseil d'État »	26
b) La partie « Décrets simples »	28
c) La partie « Arrêtés »	28
Section 2. La norme constitutionnelle et la place de la jurisprudence du Conseil constitutionnel	30
§ 1. Le bloc de constitutionnalité	30
§ 2. La jurisprudence du juge constitutionnel	32
A. La délimitation du périmètre de la QPC	34
B. Une instance en cours devant une juridiction	36
C. La rédaction de la question au sein d'un écrit distinct et motivé	36

- Chapitre 2. Les textes supranationaux 38
 - Section 1. Les traités internationaux 38
 - § 1. Exemple de norme universelle: Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques 38
 - § 2. Exemple de norme régionale: La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales 40
 - A. Les dispositions processuelles par nature 42
 - a) La Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CESDH) 42
 - b) Les Protocoles additionnels 44
 - B. Les dispositions substantielles touchant la conduite du procès pénal 46
 - Section 2. Le droit de l'Union européenne 50
 - § 1. Le Traité de Lisbonne: L'avant 50
 - § 2. L'après Traité de Lisbonne 52
- Titre 2: Les principes du droit pénal de forme 56**
 - Chapitre liminaire. Décomposition de l'article préliminaire du Code de procédure pénale 58
 - Chapitre 1. Les principes garants d'une bonne administration de la justice pénale 60
 - Section 1. La séparation des fonctions 60
 - § 1. La signification du principe 62
 - A. La séparation de la poursuite et du jugement 62
 - B. La séparation de l'instruction et du jugement 62
 - C. La séparation de la poursuite et de l'instruction 66
 - § 2. Évolution du cumul des fonctions d'instruction, de jugement et d'application des peines par le juge des enfants 68
 - Section 2. L'intervention d'une autorité judiciaire indépendante et impartiale ... 70
 - § 1. Présence et mission de l'autorité judiciaire en procédure pénale 70
 - § 2. L'indépendance de l'autorité judiciaire 74
 - § 3. L'impartialité de l'autorité judiciaire 76
 - Section 3. Les principes afférents à la composition et au fonctionnement des juridictions pénales 78
 - § 1. La professionnalisation des magistrats 78
 - § 2. La collégialité, la fixité et la permanence des juridictions pénales 80
 - § 3. L'oralité et la publicité des audiences 82

Chapitre 2. Les principes relatifs aux parties au procès pénal	84
Section 1. L'égalité.....	84
§ 1. Le rééquilibrage des droits des parties au procès pénal: un objectif.....	86
A. Le principe du contradictoire.....	86
B. L'équilibre des droits des parties	90
a) L'équilibre du rapport de force en lien avec la qualité des parties	90
b) L'équilibre du rapport de force en lien avec la divergence des intérêts présents	92
§ 2. Les moyens du rééquilibrage	94
A. Les droits de la défense	94
a) Le droit d'accès à une information intelligible (et exhaustive?).....	96
b) Le droit à l'assistance d'un défenseur et à l'expression des points de vue personnels	102
B. Le droit à un recours	104
Section 2. La mesure	106
§ 1. La présomption d'innocence	106
§ 2. Le respect de la dignité.....	110
§ 3. La célérité de la procédure	112
§ 4. Nécessité et proportionnalité des mesures de contrainte.....	114
Chapitre 3. Les principes relatifs à la preuve en matière pénale	116
Section 1. La charge de la preuve	116
§ 1. Le principe: la charge de la preuve pèse sur l'accusation publique	118
§ 2. Les exceptions: les présomptions de droit et de fait	120
A. Les présomptions de droit	120
a) L'existence présumée de l'élément matériel	120
b) L'existence présumée de l'élément moral	124
B. Les présomptions de fait	126
Section 2. Les modalités d'obtention et de présentation de la preuve	128
§ 1. La présentation libre de la preuve	128
A. Le principe	128
B. Les exceptions	130
a) Les exceptions communes à tout type d'infraction.....	130
b) Les exceptions relatives à certaines infractions	132
§ 2. La légalité dans l'obtention de la preuve	134
A. L'encadrement par des principes fondamentaux	134
a) Le respect de la dignité humaine.....	134
b) Le respect de la loyauté.....	136
1 – Un principe contraignant pour les autorités publiques	136
2 – L'indifférence du caractère illicite ou déloyal des preuves présentées par les parties privées	142
c) Le respect du secret	144
d) Le respect de la nécessité et de la proportionnalité	148
B. L'encadrement de la preuve par la loi et le règlement	150

Section 3. La typologie des preuves et de leurs procédés d'obtention	152
§ 1. Les formes de preuve	152
A. Les indices	152
B. Les déclarations	154
a) Le témoignage	154
b) L'aveu	154
c) Le constat	156
§ 2. Les méthodes d'obtention des preuves	158
A. Les méthodes classiques	158
B. Les méthodes modernes	162
a) Les méthodes engageant le corps ou l'esprit humain	162
b) Les autres méthodes	166
 Partie 2: Les acteurs du procès pénal	173
<i>Titre 1: Les organes de justice et de police</i>	<i>174</i>
Chapitre 1. Les juridictions pénales.....	174
Section 1. Les juridictions d'instruction et leur compétence matérielle et/ou personnelle.....	174
§ 1. Les juridictions de droit commun	176
A. Le juge d'instruction	176
a) Sa nomination	176
b) Son rôle	178
B. La chambre de l'instruction	182
§ 2. Les juridictions d'instruction spécialisées	184
Section 2. La compétence matérielle et/ou personnelle des juridictions de jugement de premier et second degrés	188
§ 1. Les juridictions de droit commun	188
A. Les juridictions compétentes pour le jugement des contraventions.....	188
B. La juridiction compétente pour le jugement des délits	192
C. La juridiction compétente pour le jugement des crimes	198
§ 2. Les juridictions de jugement spécialisées	206
A. Les juridictions de jugement pour mineurs.....	206
a) Les juridictions de jugement de premier degré	208
1 – Le tribunal de police	208
2 – Le juge des enfants	208
3 – Le tribunal pour enfants	210
4 – Le tribunal correctionnel pour mineurs (aujourd'hui supprimé)	212
5 – La cour d'assises des mineurs	212
b) Les juridictions de jugement du second degré.....	214
1 – La chambre spéciale des mineurs	214
2 – La cour d'assises d'appel des mineurs	214
B. Les juridictions militaires	216
a) En temps de paix.....	216
b) En temps de guerre.....	218
C. Les juridictions politiques	220

Section 3. La compétence territoriale	222
§ 1. Les règles générales	222
A. La compétence territoriale des juridictions d'instruction	222
B. La compétence territoriale des juridictions de jugement	226
§ 2. Les applications particulières	228
A. Les infractions commises à l'étranger	228
B. Les infractions impliquant des critères de compétence territoriale <i>ad hoc</i>	230
Section 4. Les dérogations de compétence	232
§ 1. Les dérogations générales	232
A. Les liens de connexité et d'indivisibilité	232
B. La technique du renvoi	236
a) La suspicion légitime	236
b) La sûreté publique	238
c) L'intérêt d'une bonne administration de la justice	238
d) Les difficultés de composition de la juridiction normalement compétente et l'interruption du cours de la justice	240
C. Les problèmes extra-pénaux posés au juge pénal à l'occasion du procès	240
a) Principe: Le juge de l'action est le juge de l'exception	242
b) Exception: La nécessité de soulever des questions préjudicielles au jugement	242
§ 2. Les dérogations propres au contentieux criminel	244
A. La plénitude de juridiction de la cour d'assises	244
B. La correctionnalisation judiciaire	246
§ 3. Le cas des juridictions spécialisées pour la poursuite, l'instruction et le jugement en certaines matières spécifiques	248
A. Les juridictions spécialisées en matière de criminalité et de délinquance organisées	248
B. Les juridictions spécialisées en matière de terrorisme et de trafic de stupéfiants	250
C. Les juridictions spécialisées en matière économique et financière	252
D. Les juridictions spécialisées en matière sanitaire	254
E. Les juridictions spécialisées en matière de pollution des eaux maritimes par rejets des navires ...	254
F. Les juridictions compétentes en matière de prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs	256
G. Les juridictions spécialisées en matière d'accident collectif	256
Chapitre 2. La police judiciaire	258
Section 1. Les services compétents	260
§ 1. La direction centrale de la sécurité publique (D.C.S.P.)	260
§ 2. La direction centrale de la police judiciaire (D.C.P.J.)	262
A. Les services centraux	262
B. Les services territoriaux	264
§ 3. La sous-direction de la police judiciaire (SDPJ)	266
Section 2. Le personnel de police judiciaire	268
§ 1. Les officiers de police judiciaire	268
§ 2. Les agents de police judiciaire	272
§ 3. Les agents de police judiciaire adjoints	274
§ 4. Les fonctionnaires et agents chargés de certaines fonctions de police judiciaire	276

Titre 2: Les parties au procès.....	280
Chapitre 1. La société.....	282
Section 1. Les représentants de la société	282
§ 1. Le ministère public.....	282
A. La mission du ministère public	284
B. Les principes de fonctionnement du ministère public	286
a) Les principes d'unité et de hiérarchie.....	286
b) Le principe d'indivisibilité	288
c) Le principe d'impartialité	288
§ 2. Les administrations	288
A. L'administration des contributions indirectes.....	290
B. L'administration des douanes	290
C. L'administration des eaux et forêts	292
Section 2. L'intervention des représentants de la société	294
§ 1. Les principes d'opportunité et d'indisponibilité de l'action publique	294
§ 2. Les limites à l'opportunité des poursuites	296
A. L'implication de la victime de l'infraction.....	296
B. Les causes d'extinction de l'action publique	298
a) L'écoulement du temps	298
1 – <i>Quantum</i> du délai de prescription	300
2 – Point de départ du délai de prescription	302
3 – Causes de suspension et d'interruption du délai de prescription	304
b) Le fait de la loi	306
c) Le fait des parties	308
d) Le fait d'une décision de justice	310
Chapitre 2. Les personnes impliquées dans une action civile	312
Section 1. Identification des acteurs	312
§ 1. Les titulaires de l'action civile selon l'article 2 C.P.P.	314
A. La qualité de victime	314
a) Un préjudice certain	316
b) Un préjudice personnel	318
c) Un préjudice né directement d'une infraction pénale	320
B. La typologie des demandeurs à l'action civile	322
a) Les titulaires du droit d'agir	322
b) La récupération des droits d'autrui	326
1 – Les héritiers du défunt, victime directe	326
2 – Les cessionnaires de la victime directe	328
3 – Les subrogés dans les droits de la victime directe	328
C. La réparation du préjudice	328
§ 2. Les dérogations à l'article 2 C.P.P.	330
A. Les syndicats et les ordres professionnels.....	330
B. Les associations	332

Section 2. Mise en œuvre de l'action civile	334
§ 1. L'action	334
A. Les modes d'action	334
a) La citation directe	334
b) La constitution de partie civile	336
B. Le cas particulier des associations	338
§ 2. L'intervention	340
A. Les modes d'intervention	340
B. Le cas particulier des associations	342
§ 3. Les obstacles à la mise en œuvre de l'action civile	342
A. L'empêchement par prescription	342
B. La mise en échec par l'autorité du criminel sur le civil	344
C. La suspension par la règle « le criminel tient le civil en l'état »	344
Section 3. Le renforcement de l'accessibilité des droits des victimes et de leur accompagnement individualisé	346
Partie 3: Les phases du procès pénal	349
<i>Titre 1: La phase préparatoire du procès pénal</i>	<i>350</i>
Chapitre 1. Les enquêtes de police	350
Section 1. Les types d'enquête	352
§ 1. Les enquêtes de droit commun	352
A. L'enquête de flagrance	352
a) L'état de flagrance	354
1 – La mise en œuvre de l'enquête	354
2 – Les conditions du constat régulier de l'état de flagrance	356
b) La flagrance par assimilation	360
B. L'enquête préliminaire	364
a) L'identité de l'enquête préliminaire	364
b) L'initiative de l'enquête préliminaire	368
c) La phase contradictoire liée aux enquêtes préliminaires de longue durée	368
§ 2. Les cadres d'enquête dérogatoires	370
Section 2. Les actes d'enquête	374
§ 1. Les enquêtes de droit commun	374
A. La surveillance, l'identification et l'immobilisation des personnes	374
a) Les contrôles, vérifications et relevés d'identité	374
1 – La typologie des contrôles d'identité	376
2 – La vérification d'identité	378
b) Les relevés d'empreintes, les prélèvements externes et biologiques	380
c) Les logiciels de rapprochement judiciaire	384
d) L'arrestation	384
e) Le mandat de recherche	386
f) La géolocalisation	386
B. La préservation et l'obtention des indices	390
a) Le transport sur les lieux	390
b) Les perquisitions	390
1 – Les perquisitions domiciliaires	392

2 – Les perquisitions des locaux professionnels protégés	396
c) Les saisies	398
d) Les visites de véhicules	404
e) Les fouilles de personnes	406
f) Le recours aux examens techniques et scientifiques	406
g) Les réquisitions	408
C. L'obtention de déclarations	410
a) Audition, garde à vue et confrontation	410
1 – L'absence de soupçons <i>ab initio</i>	410
2 – L'existence de soupçons <i>ab initio</i>	412
b) Les interceptions, enregistrements et transcriptions de correspondances émises par voies téléphonique et électronique	428
§ 2. Les enquêtes dérogatoires	430
A. Le répertoire renforcé	430
a) Les perquisitions, visites domiciliaires et saisies	430
b) La garde à vue	432
B. Le répertoire ajouté	434
a) La surveillance nationale	434
b) Les interceptions de correspondances émises par la voie des communications électroniques	436
c) Les infiltrations	436
d) L'accès aux correspondances électroniques stockées	438
e) Le recours aux « <i>IMSI-Catcher</i> »	438
f) Les sonorisations et fixations d'images	440
g) La captation des données informatiques	440
h) Le coup d'achat	442
C. Le répertoire diminué	444
Chapitre 2. La décision d'orientation	446
Section 1. Le classement sans suite	448
§ 1. Le classement sans suite sans condition	448
§ 2. Le classement sans suite sous condition	448
Section 2. Les procédures alternatives aux poursuites	448
§ 1. La médiation pénale	450
§ 2. La composition pénale	450
A. Champ d'application de la composition pénale	450
B. Mesures prévues	452
C. Procédure menée	454
D. La fin de la composition pénale	456
§ 3. La transaction pénale	456
§ 4. La convention judiciaire d'intérêt public	458
A. Les obligations générées par la convention judiciaire d'intérêt public	458
B. La procédure de conclusion d'une convention judiciaire d'intérêt public	460
C. Les effets produits par la procédure	460
Section 3. Les voies de poursuite	462
§ 1. Les voies traditionnelles	462
§ 2. La comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC)	464

Chapitre 3. L'instruction préparatoire	466
Section 1. L'ouverture de l'instruction préparatoire.....	466
§ 1- Les modalités d'ouverture d'une instruction préparatoire	468
A. L'ouverture à l'initiative du parquet	468
B. L'ouverture à l'initiative de la partie civile	468
§ 2. La substance de l'instruction préparatoire	470
A. Le contenu initial	470
B. Le contenu final.....	472
Section 2. Les parties à l'instruction préparatoire	472
§ 1. Le procureur de la République	472
§ 2. La personne mise en examen	474
A. Les formes de la mise en examen.....	474
B. Les droits de la personne mise en examen	478
§ 3. Le témoin assisté	480
A. Attribution du statut	480
B. Les droits du témoin assisté	482
§ 4. La partie civile.....	482
Section 3. Les actes de l'instruction	484
§ 1. Les pouvoirs d'investigation	484
A. Les aménagements touchant les répertoires des enquêtes de police.....	484
a) Le répertoire de droit commun.....	486
b) Le répertoire renforcé.....	488
c) Le répertoire ajouté.....	490
B. Le répertoire spécifique à l'instruction	492
C. Les modalités d'exécution des actes d'instruction	494
§ 2. Les mesures de contrainte spécifiques à l'instruction	496
A. Les mandats	496
B. Le contrôle judiciaire	498
C. L'assignation à résidence avec surveillance électronique	500
D. La détention provisoire	500
a) Les conditions du placement en détention provisoire	500
b) La durée de la détention provisoire.....	504
c) Le régime juridique de la remise en liberté	506
Section 4. Le règlement de l'instruction préparatoire.....	506
Section 5. La contestation des ordonnances juridictionnelles et des actes d'instruction	514
§ 1. Le contentieux de la réformation	514
A. L'appel interjeté par le ministère public	514
B. L'appel interjeté par les parties privées	514
§ 2. Le contentieux de l'annulation.....	516
A. La détection des cas de nullité	516
B. La mise en œuvre du contentieux de l'annulation	518
C. Les effets de l'annulation	520

Titre 2: La phase décisoire du procès pénal 522

Chapitre 1. Le jugement 522

Section 1. Le jugement des contraventions 522

Section 2. Le jugement des délits 524

 § 1. L’audience 524

 § 2. La décision 526

Section 3. Le jugement des crimes 528

 § 1. Le déroulement de l’audience 528

 § 2. L’arrêt de la cour d’assises 530

Chapitre 2. Les recours 532

Section 1. Les voies de recours ordinaires 532

 § 1. L’appel 532

 § 2. L’opposition 534

Section 2. Les voies de recours extraordinaires 536

Bibliographie indicative 539